

# 4 février, aux Finances également protégeons notre santé, nos droits, notre avenir !

La pandémie n'est pas finie, le gouvernement hésite et tâtonne encore quand la population attendrait sa détermination à lutter pour le bien public, la santé de toutes et tous, pour que chacune et chacun retrouvent une certaine sérénité dans sa vie de tous les jours. Nous en sommes loin entre émergence de variants nés d'un virus toujours fortement présent et absence de politique publique indépendante de vaccination. Comment en outre ce gouvernement peut-il prendre des décisions qui nous sont appropriées quand il décrit une réalité qui n'est pas la nôtre ? Même les mesures les plus évidentes comme la création de lits d'hôpitaux ne le sont pas pour lui, bien au contraire.

Dans ce contexte d'une politique attentiste, la crise sanitaire perdure et menace de s'amplifier. La crise économique et surtout ses conséquences sociales, dans un système où la cotation du CAC 40 apparaît la priorité, ne se portent pas mieux... à moins de considérer le cancer inégalitaire comme le contraire. Les conséquences sanitaires et sociales de l'épidémie creusent encore plus les inégalités dans le monde et en France. Selon le dernier rapport d'Oxfam, les milliardaires français ont vu leur fortune se reconstituer à hauteur de 175 milliards d'euros, plus qu'avant la crise, pendant qu'un million de personnes sont tombées dans la pauvreté en France en 2020. L'aide publique est distribuée sans contrôle et sans conditions.

## Contre les intérêts particuliers de quelques uns

Le 4 février, il s'agit également et peut-être d'abord de dire non à cette politique. Et au Ministère des Finances nous sommes bien placés pour mesurer les effets de celle-ci. Nous sommes en première ligne face notamment aux demandes d'aide adressées au Fonds National de Solidarité et les personnels concernés font partie de celles et ceux qui prennent de plein fouet la détresse accumulée au fil des mois d'une reprise d'activité qui se fait toujours attendre faute d'une gestion efficace de l'épidémie. Essayer les plâtres serait l'objectif ? Encore faudrait-il que ces plâtres nous remettent collectivement debout ! Car, comme le rappelle très justement le rapport d'Oxfam, « alors que le plan de relance devrait être l'occasion de construire un monde plus juste et plus durable, il n'en est rien. En France, moins de 1% du plan de relance est dédié à la lutte contre la pauvreté, tandis que des milliards d'euros ont été versés aux entreprises sans aucune contrepartie contraignante. »

Nous comprenons mieux le peu d'intérêt que nous portent ce gouvernement et nos ministres.

## ... imposons l'intérêt général !

Aussi le 4 février nous grèverons sanitaire, « vital » pour notre vivre ensemble, nous serons en grève pour arrêter le jeu de massacre dont les services de Bercy sont, année après année, les champions toutes catégories, pour reconnaître l'engagement des agents, au-delà de cette période de crise. Nous grèverons pour notre santé et celle de nos proches et ami.e.s, nous grèverons pour notre système de santé publique, nous grèverons pour notre service public au cœur de la République parce qu'au cœur de l'intérêt général contre les intérêts particuliers, pour leur contrôle, parce qu'au cœur de la redistribution contre la rapacité égoïste et l'esprit étroit des actionnaires du CAC 40, nous grèverons pour la santé et la force du lien social qui fait société.

Transfert de fiscalité des Douanes à la DGFiP, nouveau réseau de proximité, nouvelles lignes de gestion semblent bien plus leurs priorités tout comme ils ne répondent pas aux revendications prioritaires des personnels de la Santé et du Social ou de l'Éducation Nationale. Le service public ? La puissance publique ? Pour eux, ils n'ont de sens qu'au service et dans l'accompagnement de l'Entreprise, l'intérêt général en ruissellerait... Le monde d'aujourd'hui nous démontre encore s'il le fallait qu'il n'en est rien. Et au Ministère des Finances, pour ses personnels, leur investissement, leur histoire, ça n'est pas acceptable...

Notre Ministère, dans toutes ses composantes, est au cœur de la bataille qui fait rage. De la relance au financement de l'Action publique, du suivi des échanges à l'action de contrôle en passant par tous les voies et moyens (ils sont divers !) de veiller à ce que le système ne s'effondre pas, les agents de ce Ministère sont là. L'intervention publique, depuis la santé jusqu'à l'économie, la protection, la régulation sont revenus au goût du jour.

